



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 06/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AEROPORT DE BALE MULHOUSE**

BP 60120  
68304 Saint-Louis

Références : 0006704565\_2024\_09\_26\_Aéroport\_de\_Bâle\_Mulhouse\_VIPPC  
Code AIOT : 0006704565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 de la station de transit de déchets de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse implanté sur la Plateforme aéroportuaire 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEROPORT DE BALE MULHOUSE
- Station transit de déchets Plateforme aéroportuaire 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006704565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de transit de déchets a été créée pour assurer la collecte de déchets dangereux et non dangereux des entreprises présentes sur la plateforme de l'aéroport Bâle-Mulhouse. La collecte est effectuée en vue du tri et du regroupement à destination des filières de recyclage idoines.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

#### **Référentiel réglementaire :**

- arrêté n° 2008-311-3 du 06 novembre 2008 portant autorisation d'exploiter, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, établissement public binational, une station de transit de déchets située sur la zone aéroportuaire de Bâle – Mulhouse à Saint-Louis au titre du titre I<sup>er</sup> du Livre V du code

- de l'environnement ;
- arrêté n° 2012278-0007 du 04 octobre 2012 portant prescriptions complémentaires à la société Aéroport de Bâle – Mulhouse relatives à l'auto-surveillance des eaux souterraines au droit de son site sur la zone aéroportuaire de Bâle – Mulhouse en référence au titre I<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 1	Demande de justificatif	1 mois
2	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 15.7.2	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	et de réception	(remplacé par l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4/10/2012)		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sécurité incendie - moyen d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 16.2	Sans objet
4	Sécurité incendie - plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 16.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des erreurs sur l'identification des déchets (code déchet) sur le registre entrée/sortie.

L'exploitant doit transmettre des informations complémentaires pour la mise à jour de sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques de la nomenclature des ICPE.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 1, Article L. 513-1 du code de l'environnement

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

(...).

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Critère de classement	Quantité	Unité	Régime	Rayon d'affichage
167 A	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées	A - Station de transit	/	/	A	1
322 A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockages et traitement de)	a - Station de transit	/	/	A	1
98 bis C	Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles, à base de caoutchouc, élastomère, polymères	Installé sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers. La quantité de	30	m³	NC	/

		matière étant inférieure à 150 m <sup>3</sup> ,				
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 200 m <sup>3</sup> :	30	m <sup>3</sup>	NC	/

Article L513-1 du code de l'environnement :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet

[...]

Rubriques :

- \* 2663 (Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères)
- \* 2710 (Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719)
- \* 2711 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719).
- \* 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719)

#### Constats :

Le point de contrôle a porté sur la situation administrative de l'établissement et de son positionnement au regard des évolutions de la nomenclature des ICPE. En effet, les rubriques concernées par l'installation et visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2008 ont été pour certaines abrogées (167A, 322A, 98 bis C abrogées le 13/04/2010) et par ailleurs, de nouvelles ont été créées notamment par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010. Il s'agit donc de mettre à jour le classement de l'établissement au regard de la nomenclature actuelle.

En amont de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer sur quelles nouvelles rubriques ICPE il se positionnait.

L'Inspection a constaté en séance que l'exploitant avait terminé le travail de recensement des types de déchets accueillis par la plateforme de transit mais que le positionnement quant aux nouvelles rubriques applicables restait à finaliser.

Par courriel du 30 septembre 2024, l'exploitant a transmis son tableau de positionnement finalisé, comprenant :

- un classement en rubrique 2710-1b pour les déchets dangereux (quantité de 6 tonnes susceptible d'être présente dans l'installation constituée par 2 containers de 1 m<sup>3</sup> chacun (2t) et 1 local fermé de 2m\*3m\*2m (max 4t)) qui relevait antérieurement de la rubrique 167A ;
- un classement en rubrique 2710-2b pour les déchets non dangereux (quantité de 260m<sup>3</sup> susceptible d'être présente dans l'installation) en remplacement des précédentes rubriques 167A et 322A. L'exploitant précise que les 260 m<sup>3</sup> correspondent à 7 bennes de 35 m<sup>3</sup> et 1 benne de 15 m<sup>3</sup> (configuration constatée le jour de l'inspection) ;
- un positionnement en rubrique 2663 pour les pneus d'avions, en ce qui concernait la précédente rubrique 98bis C. L'exploitant indique cependant un volume à 0 m<sup>3</sup> puisque la plateforme ne gère plus ce type de déchets (quantité de déchets susceptibles d'être reçus selon l'arrêté préfectoral 35 m<sup>3</sup>) ;

- un positionnement en rubrique 2711 inchangé (non classé, quantité de déchets susceptibles d'être reçus selon l'arrêté préfectoral 30 m<sup>3</sup>).

Il précise également pour le classement en rubrique 2710 que « *La station de transit de déchets de l'aéroport est une installation de collecte recevant des déchets, soit apportés par leur producteur initial (les industries présentes sur la plateforme aéroportuaire), soit par la personne chargée de leur collecte (le service des espaces extérieurs de l'aéroport), en attendant leur évacuation vers un site de valorisation.* ».

#### \* Rubrique 2710

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets de la Direction Générale de la Prévention des Risques, dans sa version du 27 avril 2022, précise pour la rubrique 2710 : « *si les déchets collectés proviennent d'autres points de collecte ou d'installation de tri, transit, regroupement, ou de toute autre origine que leur producteur initial, ou d'un collecteur en petites quantités qui a pris la responsabilité du producteur de déchet, l'installation doit être classée comme une installation de transit (2713 à 2718) [...]* »

L'Inspection rappelle à l'exploitant que le classement en rubrique 2710 est possible si l'origine du déchet est le producteur initial. Si toutefois, les déchets sont récupérés par un collecteur en petites quantités ayant pris la responsabilité du producteur de déchet, ces flux n'entrent pas dans la rubrique 2710 et doivent être classés dans les rubriques respectives relatives au transit de déchets (2713, 2714, etc.)

**A ce stade, l'exploitant doit préciser si le collecteur prend la responsabilité du déchet ou non. Il s'agit d'indiquer s'il existe à minima un contrat de collecte entre le producteur et le collecteur..**

Par ailleurs, il apparaît que selon l'article 10 de l'APC du 04 octobre 2012 (cf. point de contrôle n°2), le volume maximal admissible était de 330 m<sup>3</sup> (9 X 35 + 15 m<sup>3</sup>), soit une quantité supérieure à celle indiquée par l'exploitant (7 bennes)..

**A ce stade, s'agissant de la rubrique 2710-2 et dans l'hypothèse où il serait démontré que le collecteur des déchets (en petite quantité) ne prend pas la responsabilité des déchets (cf. paragraphe précédent), la déchetterie disposerait de l'antériorité pour l'enregistrement sur la rubrique 2710-2b (Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur à 300 m<sup>3</sup>).**

**Si l'exploitant a réduit son activité à un niveau inférieur au seuil de l'enregistrement et qu'il souhaite être régi par les règles applicables aux installations relevant du régime de la déclaration, il lui appartient d'effectuer les démarches administratives nécessaires auprès du préfet (porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation).**

#### \* Rubrique 2663

L'exploitant propose un classement en rubrique 2663 des pneus d'avions.

Ceci ne saurait être le cas, la rubrique 2663 concerne le stockage de pneumatiques en tant que produits.

Le stockage (transit) de pneumatiques usagés (déchet) relève de la rubrique 2714 comme cela est précisé dans la note de la DGPR (citée précédemment) et s'agissant de la rubrique 2714 :

« (...) »

*Les installations de tri / transit / regroupement de déchets de pneumatiques relèvent de la rubrique 2714. (...)*

*Les points d'apport volontaire de déchets triés non dangereux, que ces derniers soient déposés par les ménages ou par les artisans, commerçants, ..., ne relèvent pas de la rubrique 2714, mais de la rubrique 2710 sous réserve de l'atteinte du seuil de classement.* »

Sous réserve donc des conditions présentées ci-avant concernant l'éventuel transfert de responsabilité au collecteur, le volume de pneumatiques autorisé rentre dans le flux de la rubrique 2710 (35 m<sup>3</sup>).

#### \* Rubrique 2711

L'exploitant propose de classer les équipements électriques/DEEE dans la rubrique 2711 .

De la même manière que pour la rubrique 2714, la note DGPR précise que concernant la rubrique 2711 « *les points d'apports volontaires de DEEE, que ces derniers soient déposés par les ménages ou par les artisans, commerçants, ..., ne relèvent pas de la rubrique 2711, mais de la rubrique 2710, sous réserve de l'atteinte du seuil de classement.* »

Toujours sous réserve des conditions précisées ci-avant (absence de responsabilité du collecteur) le volume autorisé (35 m<sup>3</sup>) rentre dans le flux global de la rubrique 2710.

Si l'analyse précédente est avérée et que donc le collecteur ne prend pas la responsabilité du déchet, au regard des volumes autorisés en 2008, le site est à enregistrement par antériorité sur la rubrique 2710-2.

Il serait donc soumis aux prescriptions notifiées par les arrêtés préfectoraux de 2008 et 2012, mais également aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 qui s'appliquent à lui (existant).

Cependant, s'il s'avérait que le collecteur, par un contrat de collecte, prenait la responsabilité des déchets collectés, il y aurait lieu de refaire l'analyse précédente en séparant les flux relevant de la rubrique 2710 (déchets amenés par le producteur) et les flux de déchets apportés par le collecteur (classement dans chaque rubrique spécifique (2711, 2713, 2714, etc.)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Eu égard aux éléments présentés dans le constat ci-avant, il est demandé à l'exploitant de transmettre un courrier de positionnement quant aux nouvelles rubriques applicables, ainsi qu'un document justifiant de la responsabilité ou de l'absence de responsabilité du collecteur de déchets en matière de gestion des déchets (cf remarque ci-dessus).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Règles d'exploitation et de réception**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 15.7.2 (remplacé par l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4/10/2012)

**Thème(s) :** Situation administrative, Déchets collectés sur le site

**Prescription contrôlée :**

Les déchets collectés sur le site seront uniquement :

Désignation	Code nomenclature	Tonnage annuel	Capacité maximale de stockage (m3)
Encombrants	20 03 07	20	35
Métaux	20 01 40	45	35
Verre	20 01 02	50	15
Papier-carton	20 01 01	70	35
Plastiques	20 01 39	65	35
Déchets verts	20 02 01	4500 m3	35
Déchets des balayeuses	20 03 03	33	35
Pneus d'avions	16 01 03	55	35
Bois	20 01 38	520	35
Déchets dangereux Huiles minérales Solvants Acides	13 02 04* 20 01 13* 20 01 14*	15	selon local

Déchets basiques	20 01 15*		
Batteries	16 06 01*		
Emballages souillés	15 01 10*		
Matériaux souillés	15 02 02*		
Peinture	20 01 27*		
DEEE	20 01 36	20	35

Tout autre déchet est interdit.

La capacité d'accueil du centre de transit est estimée à environ 893 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues, hors déchets verts.

(...)

– **Bilan annuel**

**Annuellement, et au plus tard le 31 janvier** de chaque année [n+1], l'exploitant remettra au préfet un état des quantités de déchets en transit sur le site au cours de l'année [n].

Ce récapitulatif précisera :

- les quantités de déchets entrés sur le site par catégorie,
- les opérations de tri effectuées,
- les quantités de déchets sortis du site par catégorie, en précisant la filière d'élimination ou de traitement.

**Constats :**

L'exploitant a présenté, à la demande de l'Inspection, les registres des déchets entrés/sortis de l'installation de transit pour les années 2022 et 2023. Il a complété par courriel en date du 30 septembre 2024 sa présentation avec le registre de l'année 2024, ne comportant pas les codes de la nomenclature déchets. L'Inspection a contrôlé les typologies de déchets, les codes de la « nomenclature déchets » associés à chaque déchet entré/sorti de l'installation de transit et le respect des quantités annuelles autorisées pour les années 2022, 2023 et 2024 (en cours).

L'inspection a constaté que les typologies de déchets gérés correspondent aux déchets prévus dans le tableau ci-dessus à l'exception des situations précisées ci-dessous. La désignation et le code de la nomenclature ne correspondent pas toujours aux désignations et codes indiqués dans l'arrêté.

En particulier, il est constaté:

- le code déchet associé au « déchet encombrant » dans le bilan des déchets 2022 est le 170904 en lieu et place du 200307 dans l'arrêté, celui-ci est par ailleurs associé à des « Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques » qui correspondent plus aux éléments indiqués dans le registre des déchets identifiant ces déchets comme des « Déchets de chantier en mélange »;
- le code déchet "verre" dans le registre en 2023 est le 120202 (qui n'existe plus dans la codification des déchets) en lieu et place du 200102 dans l'arrêté ;
- le code déchet "papier-carton" dans le registre en 2022 est le 150101 en lieu et place du 200101 dans l'arrêté.

Les quantités de déchets collectés en 2022 et 2023 inscrites dans le registre (par typologie de déchets et au global) sont conformes avec les prescriptions de l'arrêté.

Il n'a, par ailleurs, pas été constaté de déchets ne figurant pas sur la liste des déchets admissibles lors du contrôle, par sondage, du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans son registre annuel 2024, transmis au préfet au plus tard le 31 janvier 2025, il conviendra que l'exploitant s'assure de l'utilisation des codes déchets appropriés, en référence à l'observation formulée dans le constat ci-dessus et de la présence de ces codes dans les prescriptions encadrant son installation.. Le cas échéant, l'exploitant devra faire compléter la liste des déchets admissibles sur son site (porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Sécurité incendie - moyen d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement. Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 poteau incendie normalisé, d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h, assuré pendant 2 heures,</li> <li>- le poteau incendie doit être situé à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site (tracé réel des voies).</li> </ul> <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté qu'un poteau incendie était en place. L'exploitant a transmis par courriel du 30 septembre 2024 un rapport de contrôle hydraulique et mécanique de ce poteau incendie daté du 23 juin 2023. Celui-ci indique que le débit maximal est de 200 m<sup>3</sup>/h et que la pression à 60m<sup>3</sup>/h est de 3,6bar. Il atteste de la conformité du dispositif. Il a également présenté un relevé cartographique indiquant la distance la plus courte de l'entrée du site (80m) qui n'est pas selon le tracé réel des voies. L'inspection a cependant vérifié sur le site <a href="http://geoportail.gouv.fr">geoportail.gouv.fr</a> qu'avec le tracé réel des voies, le poteau incendie se trouve à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Sécurité incendie - plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 16.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisation,</li> <li>[...]</li> <li>• les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours ...</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a verbalement indiqué l'organisation en place en cas d'incendie détecté sur site : l'opérateur tente d'éteindre l'incendie à l'aide de l'extincteur présent sur site. En cas d'échec, il fait appel aux pompiers présents sur la plateforme et en cas de besoin, aux pompiers extérieurs.</p> <p>Il a, de plus, transmis par courriel du 30 septembre 2024, la consigne de sécurité incendie des bâtiments et locaux de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, version applicable au 7 novembre 2023. Cette consigne est une consigne générale, applicable à l'ensemble de l'aéroport, sans spécificités applicables à la zone déchetterie. Elle confirme ce que l'exploitant a indiqué lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* l'opérateur tente d'éteindre l'incendie à l'aide des moyens présents sur site ;</li> <li>* en cas d'échec, il fait appel aux pompiers internes à l'aéroport ;</li> </ul>



\* en cas d'échec, les services d'incendie et de secours sont appelés.  
La consigne précise par ailleurs les moyens de liaison avec les services d'incendie et de secours

**Type de suites proposées :** Sans suite